

Qatar-Arabie Saoudite/Diplomatie

Un an après, un Golfe instable et une nouvelle donne au Moyen-Orient

AFP
Doha/Qatar

Pour les experts, aucune solution ne semble en vue et les répercussions de la crise seront profondes et durables.

LA crise qui a éclaté il y a un an entre le Qatar et ses voisins emmenés par l'Arabie saoudite a fait émerger un "nouveau" Golfe, fracturé et instable, tout en modifiant le jeu des alliances au Moyen-Orient, estiment des analystes.

Le 5 juin 2017, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et Bahreïn (trois pays du Golfe) mais aussi l'Égypte ont, du jour au lendemain, coupé tous les liens avec le Qatar en l'accusant - malgré ses démentis - de "soutenir le terrorisme" et en lui reprochant de se rapprocher de l'Iran chiite, principal rival régional de Ryad. Cette dispute, particulièrement acrimonieuse, a remis en cause l'existence même du Conseil de coopération du Golfe (CCG) qui regroupe depuis 1981 les six pétromonarchies arabes de la région, et a favorisé l'émergence d'un nouvel axe diplomatique entre le Qatar, la Turquie et l'Iran.

"Je ne pense pas que ce soit exagéré de dire que de nouveaux centres de pouvoir sont en train d'émerger au Moyen-Orient", explique à l'AFP David Roberts, professeur adjoint au King's College de Londres.

A plusieurs reprises, les Emirats et le Qatar se sont



Photo : AFP

La fermeture de la frontière (ici côté qatari) entre le Qatar et l'Arabie saoudite est l'un des symboles de la crise dans le Golfe depuis un an.

accusés de provoquer des incidents aériens et, selon le journal français Le Monde, Ryad a même menacé d'agir militairement si Doha venait à acquérir un système russe de missiles sol-air S-400.

Aucune solution ne semble en vue et les répercussions de la crise seront profondes et durables, selon des experts.

"Dans son impact sur l'unité régionale du Golfe arabe, la crise risque d'être aussi perturbatrice que l'invasion du Koweït par (l'ex-président irakien) Saddam Hussein en 1990", estime Kristian Ulrichsen, expert associé à la Rice University aux Etats-Unis.

"Il est très difficile d'imaginer comment le Golfe arabe pourra se reconstituer".

Dimanche, à Singapour, le ministre qatari de la Défense Khaled al-Attiyah a déclaré que son pays ne se laisserait pas entraîner dans un éventuel conflit avec l'Iran. "Est-il sage d'appeler les Etats-Unis et Israël à aller combattre

l'Iran ?", a-t-il demandé dans une allusion apparente à Ryad.

AUCUN GAGNANT• Le Qatar, petit émirat gazier aux grandes ambitions, a vu sa seule frontière terrestre fermée, sa compagnie aérienne nationale empêchée d'utiliser l'espace de ses voisins et ses citoyens expulsés des pays appliquant le boycott.

Ses adversaires lui ont remis une liste de 13 demandes, dont la fermeture de la chaîne satellitaire Al-Jazeera, le retrait des troupes turques de son territoire et la réduction de sa coopération avec l'Iran, avec lequel il partage le plus grand champ gazier au monde.

Doha a refusé, accusant le Quartet de vouloir le mettre "sous tutelle".

Depuis le début de la crise, l'Arabie saoudite, chef de file des monarchies arabes du Golfe, et ses alliés cherchent à faire plier le Qatar, dont les liens avec les Frères musulmans et le mouvement islamiste pa-

lestinien Hamas irritent au plus haut point Ryad et Abou Dhabi.

Doha résiste, mais paye un prix économique élevé, en dépit de ses vastes richesses.

"Il n'y a eu aucun gagnant ni perdant", martèle M. Ulrichsen.

"Les Qataris ont fait preuve de résilience et d'un grand pragmatisme en s'adaptant rapidement à la nouvelle réalité et en mettant en place des arrangements commerciaux et logistiques alternatifs qui ont minimisé, mais pas éliminé, les coûts de la crise", explique-t-il.

Les Etats-Unis, qui disposent d'une immense base militaire au Qatar, et le Koweït multiplient les efforts pour trouver une solution.

PORTEE SIGNIFICATIVE• Le vice-ministre des Affaires étrangères du Koweït, Khaled al-Jarallah, a déclaré le 30 mai à l'AFP que "les dernières idées seront présentées à un sommet Golfe/Etats-Unis en septembre, qui sera l'occa-

sion de mettre fin à cette crise".

Le président américain Donald Trump semblait initialement derrière les Saoudiens, mais il a ensuite qualifié l'émir du Qatar, cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, d'"ami" et de "gentleman", affirmant œuvrer à "l'unité" des pays du Golfe.

Pour le monde extérieur, la crise peut apparaître comme une dispute déconcertante entre un petit groupe de nations riches du Golfe, mais sa portée est significative.

La profonde rivalité entre le Qatar et les Emirats a eu un impact dans la Corne de l'Afrique où ces deux pays cherchent à accroître leur influence.

Plusieurs nations occidentales, dont les Etats-Unis et la France, ont profité de la volonté du Qatar de briser son isolement pour remporter de juteux contrats militaires.

Et la dispute actuelle pourrait avoir des répercussions sur la Coupe du monde de football prévue au Qatar en 2022, les adversaires de Doha rêvant de l'empêcher de l'organiser.

Le nationalisme s'est aussi développé dans le Golfe avec des guérillas incessantes dans les médias et sur les réseaux sociaux.

"La crise a été l'occasion pour les Qataris de manifester leur ferveur nationale", relève M. Roberts.

Mais, conclut M. Ulrichsen, elle a "brisé les liens de confiance" et "créé des animosités" entre voisins qui ne seront surmontées qu'après "des années, voire une génération".

L'Afrique en bref

• Côte d'Ivoire/Présidentielle. Ils ne veulent pas d'un 3e mandat de Ouattara

Une coalition de l'opposition ivoirienne a affirmé dimanche à Abidjan que l'idée d'un troisième mandat du président ivoirien Alassane Ouattara, dont le deuxième s'achève en 2020, est "anticonstitutionnelle, inacceptable et irréalisable", y voyant une "provocation".

• Madagascar/Politique. Démission du Premier ministre



Le chef du gouvernement malgache Olivier Mahafaly Solonandrasana a quitté hier ses fonctions sur ordre de la justice, premier pas vers la nomination d'un Premier ministre de "consensus" censé permettre au pays de sortir de la crise politique. Il est remplacé par un haut fonctionnaire international, Christian Ntsay.

• Nigeria/Attaques. Au moins 13 morts dans le centre

Au moins 13 personnes ont été tuées dimanche au cours de deux attaques distinctes dans l'Etat de Benue, dans le centre du Nigeria, une zone en proie à de violents affrontements entre agriculteurs et éleveurs.

A travers le monde

• Afghanistan/Attentat. Au moins 7 morts à Kaboul

Au moins sept personnes ont été tuées et dix-huit blessées hier à Kaboul dans un attentat-suicide visant un rassemblement de dignitaires religieux qui venaient de proclamer une fatwa contre le terrorisme moins d'une heure auparavant.

• Etats-Unis/Politique. Trump revendique le droit de s'accorder une grâce présidentielle

Le président américain Donald Trump a affirmé hier avoir le "droit absolu" de s'accorder à lui-même la grâce présidentielle, tout en assurant, dans la même phrase, n'avoir rien à se reprocher.

• Jordanie/Politique. Le Premier ministre rend son tablier

Le Premier ministre jordanien Hani Mulqi a démissionné hier après avoir été pendant plusieurs jours dans la ligne de mire de milliers de Jordaniens qui manifestaient contre sa politique sociale, selon une source gouvernementale.

RDCongo/Politique

L'hypothèse d'un 3e mandat de Kabila échauffe les esprits

AFP
Kinshasa/RDCongo

L'opposition ne veut pas entendre parler. Quant à l'épiscopat, il menace d'assigner en justice un bourgmestre qui serait entré dans son siège pour arracher des affiches.

L'HYPOTHESE d'une candidature pour un troisième mandat du président congolais Joseph Kabila, interdit par la Constitution, échauffe le clergé et l'opposition en République démocratique du Congo à l'approche d'une étape cruciale dans la préparation des élections du 23 décembre 2018.

Le puissant épiscopat congolais a menacé hier de

porter plainte contre un bourgmestre de Kinshasa qu'il accuse d'être entré dans son siège pour arracher des affiches proclamant : "Pas de troisième mandat présidentiel", "Pas de révision constitutionnelle".

"Si le bourgmestre de la Gombe ne demande pas pardon aux Congolais, la Cenco (conférence épiscopale) va aller en justice contre lui", a déclaré à l'AFP l'abbé Donatien Nshole, porte-parole de l'épiscopat congolais.

"Nous remettrons ces banderoles aujourd'hui (hier) dans l'enceinte du Centre inter-diocésain", a indiqué le prélat.

"C'est dans mes attributions d'arracher dans la commune de Gombe tout écrit déployé sans mon autorisation préalable ou celle de



Photo : AFP/L'Union

L'éventualité d'une candidature de Joseph Kabila à la présidentielle de la fin de l'année agit comme un chiffon rouge sur l'opposition et l'épiscopat.

l'hôtel de ville", a déclaré à la presse le bourgmestre Dolly Makambo.

Cet incident a lieu alors que le débat sur une possible candidature du président Kabila est ravivé par des ballons d'essais lancés

ça et là : thèse sur la nouvelle éligibilité de M. Kabila reprise sur les réseaux sociaux, déclarations de proches du président, affiches dans Kinshasa...

Un des chefs de file de l'opposition, Félix Tshisekedi,

et l'ancien Premier ministre Adolphe Muzito ont exprimé dans un communiqué commun "le rejet d'un troisième mandat de Joseph Kabila conformément aux principes constitutionnels tels que repris dans l'accord" politique de la Saint-Sylvestre 2016.

Le 24 mai, l'épiscopat avait mis en garde contre des appels en faveur d'un troisième mandat de M. Kabila en RDC, estimant que cette éventualité conduirait à l'"embrassement" de ce pays qui a connu deux guerres ces deux dernières décennies.

Le processus électoral va connaître en juillet une étape décisive avec l'ouverture du dépôt des candidatures à l'élection présidentielle du 25 juillet au 8 août.